



HAL
open science

L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au coeur de l'analyse

Thierry Boissière

► **To cite this version:**

Thierry Boissière. L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au coeur de l'analyse.
Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée, 2015, 10.4000/remmm.9237 . hal-01772172

HAL Id: hal-01772172

<https://hal.science/hal-01772172>

Submitted on 20 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thierry Boissière*

L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au cœur de l'analyse

Résumé. La guerre en Syrie a déjà fait plus de 250 000 morts, des millions de déplacés et de réfugiés et a ravagé des centaines d'agglomérations. Cette crise sans précédent aboutit ainsi à la destruction matérielle de la Syrie et à sa fragmentation territoriale, mais aussi au bouleversement de sa société et de ce qui fait ordinairement société. L'anthropologie se trouve directement interpellée par cette situation humainement dramatique : comment appréhender la transformation radicale des conditions quotidiennes d'existence et de fonctionnement de la société syrienne ? Comment continuer à faire l'anthropologie de la Syrie alors que cette discipline s'appuie prioritairement sur une présence de longue durée sur le terrain ? Quelle place l'anthropologie peut-elle encore occuper dans un contexte de prolifération des discours « experts » dans les médias ? Questions méthodologiques et éthiques auxquelles cet article tente de répondre en proposant de s'appuyer sur une approche à la fois empirique, décentrée et à distance du conflit syrien tout en réaffirmant l'urgence de replacer la société syrienne au cœur de l'analyse.

Mots-clés : Syrie, anthropologie, ethnographie à distance, enquête de terrain, guerre, violences, société civile, communautarisme, résilience

Abstract. Anthropology facing the Syrian conflict: putting society at the heart of analysis. The war in Syria has caused more than 250 000 people, millions of displaced people and refugees and devastated hundreds of towns. This unprecedented crisis led to the physical destruction of Syria and its territorial fragmentation but also the disruption of the society and what makes society generally. Anthropology is directly challenged by this humanly dramatic

* Anthropologue, maître de conférences à l'Université Lumière Lyon 2 et chercheur au GREMMO (UMR 5291 Cnrs).



situation : how to grasp the radical transformation of the daily conditions of existence and functioning of Syrian society ? How to keep doing anthropology in Syria while this activity is primarily based on a long-term presence in the country ? What role anthropology can it still hold in a context of proliferation of speech “experts” in the media ? Methodological and ethical questions this article attempts to answer by proposing to rely on an approach that is both empirical, off center and away from the Syrian conflict while reiterating the urgency to replace the Syrian society at the heart of the analysis.

Keywords: Syria, anthropology, distant ethnography, fieldwork, war, violence, civil society, communitarianism, resilience

Depuis mars 2011, la Syrie connaît une crise humanitaire, politique et économique sans précédent, résultat d’un « conflit total » dont les effets dévastateurs, tant sur les populations que sur les infrastructures et le patrimoine, se feront sentir très longtemps après que les combats auront cessé. Depuis plus de trois ans, nous assistons non seulement à la destruction matérielle d’un pays, à sa fragmentation territoriale, mais aussi au bouleversement de la société ordinaire et de ce qui fait ordinairement société. L’anthropologie, comme d’autres disciplines des sciences-humaines et sociales, se trouve ainsi directement interpellée par cette situation extraordinaire : comment « gérer » scientifiquement, si ce n’est la perte complète, en tous cas, la transformation radicale et violente des conditions quotidiennes d’existence et de fonctionnement de la société syrienne ? A quoi peut servir l’anthropologie dans une telle situation, alors qu’elle construit une partie de sa légitimité méthodologique et scientifique sur une présence et la construction de relations de longue durée sur le terrain et sur une attention particulière portée aux pratiques, aux représentations et aux imaginaires des individus et des groupes ? Quelle place peut-elle encore occuper dans un contexte de prolifération des discours « experts » sur un pays chaque jour davantage détruit par la crise ?

Une anthropologie urbaine et économique au pays du Baath

Afin de tenter d’apporter quelques éléments de réponse à ces questions, je souhaite partir de mon expérience personnelle, celle d’un anthropologue pour lequel la Syrie a été pendant un quart de siècle un lieu de formation, de recherche et de vie. C’est en effet un jour de février 1990 et en taxi collectif, en provenance de Amman (Jordanie), que je suis arrivé pour la première fois à Damas. Accueilli par l’Institut français des études arabes de Damas (Ifead), je venais réaliser, sous la direction de Jean Métral, une thèse de doctorat sur les agriculteurs urbains de la vallée du Moyen-Oronte. Damas, avec son 1,5 million d’habitants, avait alors des allures de capitale provinciale : des immeubles bas, peu de circulation automobile et des commerces qui reflétaient les mesures de restriction sur les importations mises en place depuis presque 30 ans par le régime baathiste. L’économie planifiée, épuisée, allait cependant bientôt laisser la place à une « économie sociale de marché »

dont les centres villes tireraient grand profit au détriment des campagnes et des périphéries urbaines – préparant ainsi la crise politique actuelle.

En 1990 cependant, la société syrienne était encore relativement égalitaire. Quadrillée par de nombreux services de renseignements (*mukhabarat*), elle était structurée à la fois par des dispositifs d'encadrement étatiques (syndicats, coopératives d'achat, coopératives de construction, produits subventionnés, etc.) et par des formes anciennes et renouvelées de protection familiale, tribale, communautaire ou confessionnelle. Celles-ci s'étaient trouvées renforcées par l'arbitraire, la répression et l'autoritarisme du régime – les Syriens se réfugiant dans la sécurité d'un certain « entre soi », tout en instrumentalisant les institutions du régime comme autant de lieux de redistribution de ressources de type clientélaire. Ce renforcement des groupes d'appartenances se fit a contrario du projet baathiste initial (création d'un citoyen arabe nouveau, débarrassé de ses appartenances traditionnelles), d'autant plus fortement que le régime assadien fonctionnait lui-même sur le registre confessionnel, avec une prédominance donnée à la communauté alaouite – prédominance à peine modérée à partir des années 1990 par une ouverture en direction de la bourgeoisie sunnite.

Les enquêtes de terrain que j'ai menées jusqu'en octobre 1995 dans cette Syrie en transition, dans la petite ville de Qousseir (Boissière, 1995, 2007) et dans les zones maraichères des grandes villes de l'Oronte (Boissière, 2005), s'inscrivaient dans le prolongement des travaux réalisés par le géographe Anouar Naaman (Naaman, 1951) et les anthropologues Françoise et Jean Métral (Métral 1989, 1990). Mais peu d'études traitaient directement de la question du rapport villes / périurbains maraichers¹. Pourtant, pendant longtemps, les villes de Syrie centrale ont assuré, comme d'ailleurs la plupart des villes syriennes et proche-orientales (Boissière, 2004), l'essentiel de leurs besoins en fruits et légumes en entretenant et exploitant de proches zones de jardins maraichers. Celles de Homs et de Hama, situées sur les berges du fleuve Oronte, propriétés de notables citadins, étaient ainsi cultivées par des jardiniers résidant en ville qui constituaient un groupe professionnel urbain reconnu et structuré. Espaces de productions, les jardins étaient aussi des espaces de vie familiale et de sociabilités ordinaires dont les règles d'accès et de comportement étaient proches de celles appliquées dans les relations de voisinage en ville. Lieux où une polyculture « artisanale » en phase avec le marché urbain s'est longtemps pratiquée, les jardins de Homs et de Hama ont ainsi constitué, avec la vieille ville et les souks anciens, l'un des trois éléments fondamentaux de l'identité citadine – et cela, jusque dans les années 1950-1960. Ils ont ensuite occupé une place minoritaire dans l'approvisionnement de villes dont les populations augmentaient considérablement et se sont trouvées menacées par le développement urbain.

La faillite de l'économie planifiée poussa le régime à favoriser, dès 1986, le recours aux capitaux privés, ainsi que des réformes structurelles et une ouverture économique. Ces mesures eurent pour conséquences d'accentuer les inégalités

1 À l'exception de l'ouvrage de la géographe A.-M. Bianquis (1989).



sociales et régionales et les déséquilibres entre villes et campagnes, centres et périphéries. Un « néo-libéralisme autoritaire » (O. Dahi, Y. Munif, 2011) ou un « capitalisme des copains » (F. Balanche, 2006) se mit ainsi en place dans les années 1990-2000 – la clientèle du régime faisant partie des 5 % de la population détenant désormais 50 % des richesses. C'est dans ce contexte d'accroissement des inégalités que je me suis intéressé aux stratégies sociales que les individus mettaient en oeuvre pour mobiliser et diversifier leur accès aux ressources économiques (Boissière, 2005b). Résultat de missions réalisées entre 2000 et 2003, essentiellement à Damas auprès d'employés du secteur public et d'ouvriers du bâtiment, ce travail m'a permis de décrire des pratiques de mobilisation qui se développaient alors et faisaient appel à des formes anciennes, mais aussi nouvelles, d'entraide et de coopération : pluriactivité individuelle ou familiale, caisses d'entraide familiales, associations lucratives, tontines, revenus agricoles complémentaires, etc. Ces stratégies révélaient l'inventivité des acteurs sociaux et l'autonomie des réseaux de la « protection rapprochée » (R. Castel, 2003) et des formes communautaires d'entraide et de coopération – autant d'éléments de cohésion sociale sur lesquels l'État s'est appuyé pour atténuer les effets de la mise en place des réformes structurelles imposées par le FMI et la Banque Mondiale.

L'un des effets les plus visibles de l'ouverture économique des années 1990-2010 a cependant été le développement des espaces du commerce. En tant qu'activité ressource et élément structurant de l'espace urbain, le commerce, qu'il soit local ou « franchisé », est devenu en une quinzaine d'années l'une des bases de l'économie urbaine. Les recherches que j'ai menées sur ce thème entre 2006 et 2010, seul ou en équipe, ont porté sur Damas et Alep (Boissière & Anderson, 2014a ; Boissière, 2014b). Petite activité de survie, mais aussi activité hautement spéculative, le commerce s'inscrivait dans le cadre de la régionalisation et de la mondialisation des échanges et d'une transformation sensible des modes de consommation et des mentalités. Mais, à l'inverse de ce qui a pu se passer en Europe dans les années 1960-70, le développement en Syrie de nouvelles formes de commerce, magasins de chaînes, supermarchés et *shopping mall*, n'a pas réduit l'importance des souks anciens et des quartiers commerciaux traditionnels des centres villes. L'accroissement de l'activité commerciale coïncidait en fait avec une diversification de l'offre – reflet aussi des césures et des inégalités sociales qui affectaient désormais la société syrienne.

Ce parcours singulier de chercheur épouse ainsi quelques-unes des évolutions et des transformations sociales et économiques de la Syrie de ces 20 dernières années. Il aboutit également, comme d'autres parcours, au constat d'une profonde crise de régime : perte de légitimité, accaparement et privatisation de l'État et de ses ressources par une minorité, décalage croissant entre le régime et une société désormais plus ouverte, plus autonome et ayant de nouvelles aspirations politiques et sociales. Impossible à prévoir dans son ampleur actuelle, la révolte de mars 2011 est cependant bien le résultat de ce processus de délitement du lien entre le régime et une grande partie de sa société.

L'anthropologie à l'épreuve de la guerre

L'un des fondements méthodologiques de l'anthropologie est l'investissement personnel du chercheur sur le terrain, cet investissement de longue durée lui ouvrant une connaissance intime et sensible des groupes étudiés. Des jardins de l'Oronte aux quartiers et centres commerciaux de Damas et d'Alep, en passant par l'étude des stratégies sociales de survie à Damas, l'ethnographie m'a ainsi permis d'accéder à certains aspects de la vie quotidienne des populations concernées, à ce qui relevait, en tous cas, de leurs pratiques quotidiennes. L'observation d'une activité (agricole, de survie, commerciale), d'un milieu ou d'un groupe professionnel a pu ainsi fonctionner comme un révélateur de la façon dont certains segments de la société syrienne s'organisaient et faisaient effectivement société ; en l'occurrence, une société réactive, prompte à élaborer des stratégies, à articuler différentes échelles d'action en relation ou en marge de l'État ; une société s'inscrivant dans des lieux, des territoires, mais aussi des espaces de mobilités, des circuits et des réseaux fonctionnant à différents niveaux, du plus local (jardins, boutiques, mosquées, églises, quartiers) au plus large (villes, pays, région). Cette société syrienne, loin d'être figée, a même connu à partir des années 2000 une accélération des évolutions sociales constatées dans la décennie précédente, comme par exemple l'émergence d'une jeunesse urbaine éduquée, consumériste, ouverte sur le monde, mobile et sachant concilier appartenances traditionnelles et formes nouvelles d'identification ; mais aussi, une jeunesse vouée au sous-emploi ou au chômage et dont l'avenir était limité par sa capacité à entrer ou non dans les logiques du régime (Vignal, 2012). C'est dans ce contexte à la fois de changements socioéconomiques et culturels et de blocage politique qu'éclate, en mars 2011, une contestation populaire qui doit être analysée, d'abord, comme une demande de mise en conformité d'un système politique obsolète au regard d'une société en pleine mutation. La réponse dévastatrice du régime à cette demande constitue de sa part une tentative de remplacement d'une société qui ne lui correspond plus, par une autre, plus conforme à son fonctionnement politique : une société de clients, d'obligés et de subordonnés plutôt que d'acteurs et de citoyens.

La guerre totale que le régime impose ainsi à une grande partie de la société syrienne depuis quatre ans et demi constitue pour celle-ci un traumatisme majeur qui pose la question de sa survie et de sa capacité de résilience. Le nombre extrêmement élevé de victimes (plus de 250 000 morts, civils et militaires et des centaines de milliers de blessés), de réfugiés (plus de 4 millions) et de déplacés internes (près de 7 millions)², la disparition de familles, de communautés entières, la destruction de quartiers, de vastes pans du patrimoine urbain, la férocité des combats, l'extrême barbarie de la répression et de certaines réactions à cette répression, la dureté des conditions de vie, tout cela semble aboutir non seulement à une décomposition de l'ordre social et politique préexistant depuis des décennies et

2 Chiffres de l'UNHCR, octobre 2015.



à une fragmentation territoriale du pays³ mais aussi au risque d'une déstructuration de la société, telle qu'elle existait avant mars 2011.

Face à ces bouleversements, l'anthropologue court le risque de perdre une partie des clefs et des repères qui lui ont permis de « lire » jusqu'à présent la société syrienne et d'en comprendre les ressorts et les évolutions. Le conflit, en tant que rupture majeure, rend étranger ce qui a longtemps été familier et produit dispersions, divisions, fractionnements, destructions et « retournements » des voisinages, des groupes, des paysages, des lieux, des espaces, des cheminements et des repères mémoriaux individuels et collectifs. Il détruit le passé et les mémoires (tout en en construisant de nouvelles), tue littéralement le présent et rend le futur pour le moins incertain et indéterminé. L'ancienne adéquation entre espace et société se trouve bouleversée et menacée par le déplacement massif des populations et la disparition de leurs lieux de vie. Les interlocuteurs privilégiés de l'anthropologue, ceux avec lesquels il avait noué des liens au fil des enquêtes et des années, ne sont plus accessibles ou ont disparu. Nombre de lieux investis lors des recherches passées ont été ravagés, détruits par les combats ou sont désormais inaccessibles. Les frontières mêmes de la Syrie sont remises en question et avec elles, une grande partie de la construction nationale héritée des époques mandataire et post-mandataire. C'est toute une connaissance cumulée de la société syrienne qui se trouve ainsi questionnée du fait de la guerre et menacée d'obsolescence. On peut cependant se demander ce que cette connaissance de la société nous permet encore de comprendre de ce qui se passe actuellement en Syrie ; mais aussi et surtout comment la réactualiser et y intégrer des évolutions qui désormais s'imposent par la violence, la mort et la disparition de pans entiers de la société ? Comment construire une (re)connaissance anthropologique de cette société dévastée et rattacher cette connaissance réactualisée à celle constituée avant guerre ?

Replacer la société syrienne au cœur de l'analyse du conflit

La question de la mort des sociétés, et donc de l'objet même de la recherche anthropologique, est présente depuis longtemps dans la discipline. Celle-ci s'est, de fait, en partie construite sur l'hypothèse de l'inéluctabilité de la disparition des sociétés qu'elle étudiait et cela, dès le XIX^e siècle. Affirmant alors avec force, contre les théories racialistes de l'époque, le principe de l'unité de l'espèce humaine et de la diversité des cultures, l'anthropologie annonçait dans le même temps la disparition de cette diversité et donc, de son objet même d'étude. Aussi s'est-elle

³ En août 2015, la Syrie se partage *grosso modo* en quatre territoires de tailles différentes : celui contrôlé par les troupes du régime ; celui encore sous contrôle des révolutionnaires nationalistes et islamistes modérés ; celui conquis par « Daech », ancien État islamique d'Irak et du Levant, devenu État Islamique ; et, enfin, les régions sous contrôle kurde.

longtemps donnée pour mission d'observer, d'étudier et de compiler, de sauver donc de l'oubli, les petites sociétés de chasseurs-cueilleurs qui, en Afrique, en Océanie ou en Amazonie, semblaient vouées à disparaître devant les avancées destructrices de la civilisation occidentale. La question de la mort de ces sociétés a donc été au cœur même du projet anthropologique à ses débuts. Au xx^e siècle cependant, l'attention accrue portée aux dynamiques sociales et culturelles permit de dépasser ce pessimisme initial et fit du changement social et culturel, non pas les symptômes d'une disparition prochaine, mais l'un des pivots de l'analyse anthropologique. Dans un monde désormais global, adaptant, transformant et renouvelant sans cesse ses formes sociales et culturelles, la question de la mort des sociétés et des cultures ne se pose plus dans les mêmes termes qu'au XIX^e – la distinction faite entre mutations socioculturelles et disparition physique des sociétés étant désormais acquise.

De plus en plus d'anthropologues contemporains⁴ sont toutefois confrontés, sur leurs terrains (en Europe orientale, en Afrique, en Amérique du Sud ou dans le monde arabe) aux violences politiques, aux conflits armés et aux situations de chaos. Se pose la question de l'impact brutal de ces conflits sur les sociétés étudiées, sur leurs structures, leurs formes d'organisation, leur histoire et leurs mémoires, sur leur capacité d'adaptation et sur leur survie à court terme, mais aussi sur la pratique anthropologique elle-même : comment construire un terrain dans des sociétés confrontées aux violences et aux destructions guerrières ? À quoi sert l'anthropologie dans un contexte de guerre, de mort et d'ethnocide ? Se pose enfin avec force la question de l'implication émotionnelle et politique du chercheur et des effets de cette implication sur sa pratique de recherche et sa position déontologique.

Les difficultés ou l'impossibilité d'accéder normalement, pour un chercheur occidental, au terrain syrien et d'y pratiquer une ethnographie « ordinaire », rend nécessaire d'envisager de nouvelles méthodes d'investigation, différentes des méthodes habituelles de l'anthropologie. Elles obligent cet anthropologue à dissocier présence sur le terrain et connaissance, et à réévaluer, adapter et parfois innover, les formes d'enquête et de rapports au terrain :

– Des séjours de courte durée sur des terrains plus ou moins sécurisés et en marge des combats ont déjà été réalisés⁵. Ce sont cependant des missions très risquées, complexes à mettre en œuvre, sujettes à manipulations multiples, proches de celles réalisées par les reporters de guerre et, bien entendu, très éloignées des conditions et des exigences habituelles de l'enquête ethnographique, en ce qui concerne en particulier la présence de longue durée sur le terrain⁶.

4 Voir par exemple A. Moussaoui(2001, 2006) et M. Velcic-Canivez (1994).

5 Je pense notamment aux enquêtes réalisées en 2013 à Alep par A. Baczko, G. Dorronsoro et A. Quesnay (2013), ou encore à celles réalisées dans des conditions extrêmes par R. Huët (2015).

6 Comme le souligne A. Moussaoui sur le terrain de la guerre civile algérienne : « le terrain anthropologique exige du temps. Pour l'anthropologue de la violence et des conflits, ce temps est encore plus précieux et c'est là où, paradoxalement, le chercheur en dispose de très peu. Il faut être discret et faire vite pour pouvoir témoigner d'un terrain qui change constamment de frontières et de configurations. Il faut beaucoup de temps pour établir une complicité ou un lien affectif et découvrir l'autre pour pouvoir s'avancer. Il faut



– Se pose, à l'inverse, la question de la pertinence d'une « anthropologie à distance », avec l'usage que l'on peut faire de « Skype » et des réseaux sociaux, mais aussi de la masse très importante de documents (vidéos, photos, textes) mise quotidiennement en ligne ; une « anthropologie à distance », qui n'est pas sans poser la question de la vérification des informations obtenues par ces moyens. Le fait, par exemple, que « Skype » permette d'accéder à une parole syrienne raréfiée (et donc recherchée), n'en fait pas pour autant un média exempt de biais, tels que la manipulation et la fabrication de l'information, l'approximation, l'imprécision des données ainsi obtenues et l'impossibilité de les vérifier et de les recouper. Le témoignage d'une personne, aussi digne de confiance qu'elle puisse être, ne permet d'accéder qu'à un point de vue, le sien, qu'il est toujours difficile de contextualiser à distance : que et qui représente-t-elle réellement ? Alors que dans des conditions normales d'enquête, la parole d'un informateur de terrain s'inscrit toujours dans un contexte sociologique observable, celle d'un « informateur skype », seul face à sa webcam et à son correspondant lointain, reste isolée et plus difficile à vérifier, à contextualiser et à recouper. Elle est, par ailleurs, singulièrement appauvrie, privée qu'elle se trouve de tout l'arrière-plan social qui lui donnerait sens et pertinence. L'anthropologue se trouve également confronté à la multiplication et à la diversification d'informations en ligne, d'images, de vidéos, de témoignages qui, présents désormais en très grande profusion sur les réseaux sociaux et les sites de diffusion, multiplient discours et interprétations, font le récit en continu des événements et participent aussi à leur donner des sens extrêmement variés et souvent contradictoires. Comment traiter ces données ? Quelles méthodes mettre en œuvre afin de les faire accéder au statut de sources et de données fiables⁷ ?

– Il existe, enfin, une Syrie qui s'est reformée en périphérie du conflit, dans les camps de réfugiés en Turquie, au Liban et en Jordanie, mais aussi le long des routes de l'exil vers l'Europe. La problématique des camps et des migrations inscrit l'approche anthropologique dans une dimension régionale et, de plus en plus, mondialisée et lui permet de développer un regard décentré par rapport aux événements qui ont lieu en Syrie. Cette Syrie de l'exil forcé constitue désormais un nouveau terrain, important et faisant déjà l'objet de recherches⁸. On retrouve ainsi dans les pays limitrophes une « petite Syrie », certes amputée de son territoire et d'une partie de sa diversité sociologique, mais dont l'étude permet d'accéder à la fois aux modes d'existence et d'organisation bien particuliers des réfugiés, qui font de plus en plus société au fur et à mesure que leur situation s'inscrit dans la durée, mais aussi à de précieux témoignages sur les événements ayant eu lieu en Syrie même, aussi bien sur les combats que sur les conditions d'existence.

savoir prendre des biais et des détours, et choisir les moments d'écoute et d'enquête » (A. Moussaoui, *op. cit.* 2001, p. 55).

⁷ Voir en particulier les travaux de C. Boex (2012, 2014).

⁸ Recherches en cours menées par des chercheurs de différentes disciplines en Jordanie (Myriam Ababsa, Kamel Mohamed Dorai, Jalal al-Husseini), en Turquie (R. Jaubert), au Liban (Jean-Baptiste Pesquet).

Proximité risquée, approche à distance ou par les marges et le décentrement, pour l'anthropologue occidental qui souhaite poursuivre son travail sur la Syrie en temps de guerre, il n'existe pas une méthode unique d'investigation : il lui faut multiplier les formes et les techniques d'accès aux données, s'approcher au plus près de la Syrie, trianguler avec d'autres disciplines comme les sciences-politiques ou la géographie, mais aussi certains travaux journalistiques⁹. Dans le cas syrien, l'entretien, la parole et l'écoute semblent cependant avoir, provisoirement, pris le dessus sur l'observation et la participation directes. Doit-on pour autant revenir aux entretiens « hors terrains » qu'organisaient, depuis leurs hôtels et auprès d'indigènes qu'ils convoquaient, certains des premiers « anthropologues » ? Dans un contexte de guerre et de violence extrême, l'anthropologue est, en tous les cas, de moins en moins celui qui a vu et entendu par lui-même ce qu'il relate, relaye et analyse. Il est plus difficilement ce témoin direct et privilégié d'une société dont il proposait jusqu'à présent une lecture certes, empirique, mais marquée et légitimée par l'expérience directe du terrain. Avec le resserrement et la fermeture dramatiques des différentes voies d'accès aux données syriennes, c'est en réalité à une banalisation et à une perte de spécificité de l'ensemble des méthodes d'enquête, toutes sciences-humaines et sociales confondues, auxquelles on assiste. La restriction des accès aux terrains dans ce véritable « trou noir » qu'est en train de devenir la Syrie produit une uniformisation des techniques d'investigation – journalistes, sociologues, politistes et anthropologues ne se distinguant plus guère sur cette question.

Malgré ce constat, l'apport de la démarche anthropologique me semble rester essentielle et singulière, en ce sens qu'elle est l'une des seules à replacer la société au centre d'une analyse du conflit syrien. On assiste, en effet, depuis mars 2011, à la prolifération médiatique des « discours experts » sur la Syrie. Produits par des universitaires, des consultants et des journalistes, n'ayant souvent qu'une courte expérience de la société syrienne, ces discours privilégient, avant tout, une réaction à chaud, instantanée, mais aussi en surplomb, sur le conflit, réaction et analyse essentiellement politiques et géostratégiques, privilégiant l'échelle régionale et desquelles la société syrienne est généralement évacuée; et lorsqu'elle est malgré tout présente, elle apparaît en arrière-plan, réduite à son seul statut de victime impuissante des bombardements, des déplacements et des massacres, ce qu'elle est bien entendu, mais rarement présentée comme l'un des acteurs des événements (des grandes manifestations pacifiques des premiers mois de la révolte aux formes d'organisation civile qui ont été depuis mises en place pour suppléer à l'éviction de l'État) et, encore moins, comme actrice de sa propre survie quotidienne.

En dépit des difficultés qu'il rencontre pour réactualiser ses données de terrain, l'anthropologue peut encore s'appuyer sur sa familiarité avec la société syrienne et son fonctionnement pour donner du sens aux événements en cours et proposer ainsi un cadre d'interprétation qui dépasse la seule actualité de l'instant et s'inscrit dans

⁹ Je pense notamment aux articles de Caroline Donati dans *Médiapart* et à son travail de web-documentariste (<http://syria.arte.tv/>), mais aussi aux reportages de Garance Le Gaisne et de Jean-Philippe Remy à Alep.



une certaine profondeur culturelle, sociale et historique. Il en est ainsi de l'approche anthropologique des identités confessionnelles et ethniques qui ont été si rapidement placées au cœur du débat et de la médiatisation des violences en Syrie. Récusant à leur propos tout essentialisme, l'approche de l'anthropologie en souligne, au contraire, la dimension politique et historique. En analysant le communautarisme davantage comme un outil de mobilisation, de domination et de manipulation que comme une réalité immuable et atemporelle¹⁰, elle rappelle que les appartenances ethniques ou confessionnelles ne représentent qu'un des éléments constitutifs des identités individuelles et collectives et que celles-ci, évidemment plurielles, s'inscrivent dans des dispositifs sociaux, politiques et relationnels complexes. Ces dispositifs sont faits, selon les lieux, du temps long des relations de voisinage, que celles-ci soient bonnes ou mauvaises, d'événements collectivement vécus, de vieilles histoires de haines ou d'amitiés, de jalousies et de ressentiments, de stratégies de différenciation ou, au contraire, de conformité, mais aussi des multiples interactions qui se produisent au quotidien dans le cadre résidentiel, professionnel, public. Les identités sont donc avant tout relationnelles ; elles ne peuvent être réduites aux seuls cadres confessionnels ou ethniques et doivent être analysées à la fois dans le contexte d'une actualité et dans celui, plus large et plus profond, d'une histoire sociale locale et nationale. Cette propension à mobiliser, dans l'analyse, à la fois la situation concrète et le contexte général, permet ainsi à l'anthropologie de souligner l'importance des solidarités lignagères et des relations de voisinage dans la survie des populations civiles et dans l'implantation, la mobilisation et l'extrême division des brigades (*katibas*) rebelles, d'abord dans le cadre de l'Armée syrienne libre, puis de ses nombreuses déclinaisons concurrentes. L'anthropologue contribue ainsi à révéler les capacités de résilience des institutions sociales et nuance le constat qui pourrait être fait de délitement de la société syrienne dans, et par, la guerre. Celle-ci affecte et transforme en effet la société, mais pas encore au point de la rendre méconnaissable et de réduire totalement l'efficacité de ses structures et de ses institutions sociales. Elle contribue cependant à la constitution d'identités nouvelles, celles en gestation dans le mouvement de contestation et portées par toute une génération de jeunes syriens dont le destin restera marqué par leurs combats dans l'opposition.

L'anthropologie témoigne ainsi de ce lien existant encore entre l'état antérieur à 2011 d'une société et son présent dramatique. Elle témoigne de ce que cette société a été, de ce qu'elle devient et de ce qui perdure d'elle malgré les destructions. Contre le « présentisme » de certaines analyses, l'anthropologie souligne l'importance du recours à l'histoire sociale dans l'étude de ce présent si bouleversé et renouvelé. Temps de l'enquête, le présent apparaît également comme le moment et le lieu de l'articulation, de l'accumulation et de la convergence de différentes durées et

¹⁰ Voir par exemple les travaux de G. Châtelard sur les chrétiens de Jordanie (2004). Pour la Syrie, les travaux en cours de Anna Poujeau sur les enterrements chrétiens du sud constituent également un apport important à une approche constructiviste et historique des identités religieuses.

ruptures. Cette « approche historique du contemporain » (F. Hartog 2003) soutient l'hypothèse de la coexistence dans le présent de différents régimes de temporalité, contredisant l'idée qu'il existerait une rupture dans l'ordre symbolique de la société et dans sa relation au passé, fut-il très récent. Elle permet de dépasser les limites d'une lecture unidirectionnelle et unidimensionnelle du conflit syrien, qui serait seulement axée sur les actions militaires, les destructions et l'évolution des rapports de force sur le terrain, une lecture qui ne prendrait donc pas en compte les conditions économiques, sociales, culturelles, symboliques et historiques de la production d'un « présent insurrectionnel ».

L'anthropologue souligne ainsi la capacité de la société syrienne à résister pour l'instant à la destruction, au démembrement, à la division, mais aussi sa capacité à réactualiser des formes sociales anciennes ou à en inventer de nouvelles, non seulement pour survivre économiquement, mais aussi pour construire un quotidien socialement et politiquement viable et acceptable malgré les violences, à un niveau parfois extrêmement local - celui d'une famille, d'un petit groupe de voisinage ou d'amis, d'un immeuble, d'une rue ou d'un quartier ou, plus rarement et difficilement il est vrai, au niveau d'une ville ou d'une région. La question des formes d'entraide, de coopération et d'organisation telle qu'elles sont mises en place, avec plus ou moins d'efficacité et beaucoup de difficultés, dans les zones « libérées » des troupes du régime ou de la présence des djihadistes de l'État Islamique (*Daech*), permet de s'interroger sur la capacité de résilience d'une société que le conflit a, en quelque sorte, révélée à elle-même au moment où il menace de l'anéantir.

L'anthropologie peut ainsi contribuer à replacer la société syrienne au cœur de l'analyse du conflit, en proposant une relecture constructiviste et non essentialisée des formes « traditionnelles » d'appartenance (lignages, groupes de solidarité, communautés, tribu, confession, ethnie) et en prenant en compte les nouvelles formes de mobilisation et d'actions politiques, sociales, économiques (réseaux de militants et d'activistes, comités locaux de coordination, collectifs d'entraide, etc.) à partir desquelles peut se constituer de nouvelles communautés politiques et une nouvelle forme de citoyenneté syrienne. Elle peut aussi se saisir d'un certain nombre de questions jusqu'à présent peu discutées par les autres disciplines intervenant sur le terrain syrien, comme par exemple celle, complexe, des mécanismes présidant aux actes de violence, qu'ils soient individuels ou collectifs : comment en arrive-t-on à tuer aussi bien de parfaits inconnus que des voisins, des gens du village d'à côté que l'on connaît depuis des années ? Quels sont les dispositifs sociaux et culturels qui sont, dans ces crimes, mobilisés et qui leur donnent du sens ? Comment est appliquée pratiquement, sur le terrain de la confrontation armée, une politique de terreur pure ? Comment se constitue un « imaginaire de justification » de la part des bourreaux et selon quelles modalités (politiques, religieux, idéologiques, fantasmagoriques) ? L'anthropologie de la société syrienne en période de guerre doit ainsi permettre de donner un sens à ce qui semble en être le moins pourvu (les massacres, les viols, les égorgements, les destructions et les bombardements aveugles), mais aussi, tout en rendant compte de ce qui a échoué



dans le fonctionnement d'une société où le « vivre ensemble » semblait pourtant bien établi, préparer l'après-guerre et les conditions d'une reconstruction sociale qui devra nécessairement accompagner et même précéder, si ce n'est conditionner, la reconstruction matérielle. Toute la difficulté pour cette anthropologie, comme pour les autres sciences-sociales s'intéressant à la Syrie en guerre, est finalement d'appréhender, ainsi qu'a pu le suggérer Hamit Bozarslan (2011), ces ruptures, destructions et recompositions radicales, pas seulement comme des situations de chaos mais aussi comme autant d'éléments pouvant aboutir, au terme d'un processus long et douloureux et que personne ne maîtrise actuellement, à l'établissement d'un nouvel ordre social et politique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, 2013, « L'administration civile de l'insurrection à Alep », *Noria*, 24 octobre 2013. [En ligne] <http://www.noria-research.com/2013/10/24/ladministration-civile-de-linsurrection-a-alep/>.
- BALANCHE Fabrice, 2006, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, éditions Karthala, 313 p.
- BOEX Cécile, 2012, « Montrer, dire et lutter par l'image. Les usages de la vidéo dans la révolution en Syrie », in *Vacarme* n° 61, 22 octobre 2012, [En ligne] <http://www.vacarme.org/article2198.html>.
- BOEX Cécile, 2014, « Usages, techniques et supports de l'iconographie dans le mouvement de révolte en Syrie », *Cultures & Conflits*, à paraître.
- BIANQUIS Anne-Marie, 1989, *La réforme agraire dans la Ghouta de Damas*, Damas, Ifead, 151 p.
- BOISSIERE Thierry, 1995, « Les *Hawakir* de Qousseir, jardins potagers et cultures maraîchères dans un village de Syrie centrale », *Bulletin d'Études Orientales*, XLVII, Damas, IFEAD, p. 69-80.
- BOISSIERE Thierry, 2004, « Agriculteurs urbains et changements sociaux au Moyen-Orient », in Joe NASR et Martine PADILLA (dir.), *Interface entre l'agriculture et l'urbanisation dans le bassin méditerranéen*, Beyrouth, Ifpo-éditions Delta, p. 29-47.
- BOISSIERE Thierry, 2005, « Précarité économique, instabilité de l'emploi et pratiques sociales en Syrie », *REMMM*, « Le travail et la question sociale au Maghreb et au Machrek », dossier dirigé par E. LONGUENESSE, M. CATUSSE, B. DESTREMAU, n° 105-106, p. 135-151.
- BOISSIERE Thierry, 2005, *Le jardinier et le citoyen. Ethnologie d'un espace agricole urbain dans la vallée de l'Oronte en Syrie*, Damas, Institut Français du Proche-Orient, 450 p.
- BOISSIERE Thierry, 2007, « Jardins des villes de l'Oronte », in B. DUPRET, Z. GHAZZAL, Y. COURBAGE, M. AL-DBIYAT (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Arles, Sindbad, Actes Sud, p. 99-109.

- BOISSIERE Thierry, ANDERSON Paul, 2014a, « L'argent et les affaires à Alep. Succès et faillite d'un « ramasseur d'argent » dans les années 1980-2009 », in J. C. DAVID, T. BOISSIÈRE, (dir.), *Alep et ses territoires. Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 590 p.
- BOISSIERE Thierry, 2014b, « Entre développements des espaces de commerce et mutations urbaines, le quartier de 'Aziziyé à Alep » in J. C. DAVID, T. BOISSIÈRE (dir.), *Alep et ses territoires. Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 590 p.
- BOISSIÈRE Thierry, 2014, « De l'économie de souk à la mondialisation », in J. C. DAVID, T. BOISSIÈRE, (dir.), *Alep et ses territoires. Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 590 p.
- BOZARSLAN Hamit, BATAILLON Gilles, JAFFRELOT Christophe, 2011, *Passions révolutionnaires. Amérique latine, Moyen Orient, Inde*, Paris, éditions de l'EHESS.
- CASTEL Robert, 2003, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Le Seuil – La République des idées.
- CHATELARD Géraldine, 2004, *Briser la mosaïque : les tribus chrétiennes de Madaba, Jordanie, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, CNRS Édition.
- DAHI Omar, MUNIF Yasser, 2011, « Revolts in Syria: Tracking the Convergence Between Authoritarianism and Neoliberalism », Sanhati, [en ligne] <http://sanhati.com/excerpted/4249/#sthash.WuulzWsC.dpuf>.
- HARTOG François, 2003, *Les régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Le Seuil.
- HUËT Romain, 2015, « Quand les “malheureux” deviennent des “enragés” : ethnographie de moudjahidines syriens (2012-2014) », *Cultures & Conflits* 1/2015 (n° 97), p. 31-75.
- METRAL Françoise, 1989, « Tabous et symboles autour de la reconstruction de Hama : pédagogie pour une nouvelle culture urbaine », in K. BROWN, B. HOURCADE, M. JOLÉ, C. LIAUZU, P. SLUGLETT, S. ZUBAIDA (dir.), *État, ville et mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient*, Paris, L'Harmattan, p. 325-340.
- METRAL Jean et Françoise, 1990, « Irrigation sur l'Oronte à la veille de la motorisation », in *Techniques et pratiques hydro-agricoles traditionnelles en domaines irrigués : approche pluridisciplinaire des modes de culture avant la motorisation en Syrie*, actes du colloque de Damas, 27 juin-1 juillet 1987, Paris, Librairie orientaliste, p. 395-418.
- MOUSSAOUI Abderrahmane, 2001, « Du danger et du terrain en Algérie », *Ethnologie française* 1 (vol. 31), p. 51-59.
- MOUSSAOUI Abderrahmane, 2013, *De la violence en Algérie. Les lois du chaos*, Arles, Actes Sud / MMSH, 447 p.
- REY Matthieu, 2013, « La révolte des quartiers : territorialisation plutôt que confessionnalisation », in F. BURGAT, B. PAOLI, *Pas de printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La Découverte, p. 84-91.



VELCIC-CANIVEZ Mirna, 1994, « Vers une anthropologie de la guerre », in *Communications*, 58, p. 69-74.

VIGNAL Leila, 2012, « Anatomie d'une révolution », *La vie des Idées*, juillet.